

OGM : qu'en pensent les candidat·es aux Européennes ?

Par Inf'OGM

Publié le 10/05/2019, modifié le 08/07/2024



Inf'OGM a compilé les programmes des différents candidats et candidates aux élections européennes, à partir de leur site Internet principalement. Voici ce qu'ils disent au sujet des OGM, directement ou plus indirectement.

La république en marche (LREM) : Nathalie Loiseau

« Orienter les aides agricoles vers les modèles propres et respectueux du bien-être animal partout en Europe. Les objectifs sont clairs : augmentation massive du verdissement, doublement des surfaces en bio, zéro bête nourrie aux OGM, zéro pesticide au-dessus des zones d'eau potable, fin

du broyage des poussins » [1].

Envie d'Europe (PS, Place Publique, Nouvelle Donne et PRG : Raphaël Glucksmann

« 40. Nous nous opposerons à la brevetabilité du vivant et proposerons d'étendre la législation européenne sur les OGM aux « OGM cachés » condamnés par la Cour de justice de l'Union européenne. Nous exigerons l'étiquetage obligatoire des denrées alimentaires contenant des organismes génétiquement modifiés ou produits à partir de tels organismes » [2].

Europe écologie les verts (EELV : Yannick Jadot)

« Nous proposons une nouvelle politique dès 2019 en transformant la PAC (Politique agricole commune) en Politique alimentaire et agricole commune (PAAC) :

Cette nouvelle politique devra être élaborée avec la participation des régions. Elle accompagnera la transition vers une agriculture 100% bio et locale, avec une première échéance à 30% en 2025 ; et l'interdiction des pesticides et nouveaux OGM.

Nous proposons :

Un logo indiquant la présence d'OGM, de viande nourrie aux OGMs, et ou de perturbateurs endocriniens ;

Nous proposons :

D'investir plus et mieux dans la recherche et l'innovation au service de l'intérêt général et sur l'exposition aux polluants, et de rediriger les fonds investis vers des produits sobres en ressources naturelles et respectueux de l'humain, plutôt que vers la transfiguration du vivant (notamment à travers le transhumanisme, les nouveaux OGMs ou les nanotechnologies), avec pour priorité de faire émerger des brevets publics et open source » [3].

La France insoumise : Manon Aubry

« - Sortir des pesticides, des néonicotinoïdes et des OGM : interdiction européenne du glyphosate et plan de sortie des pesticides, interdiction de la culture et de l'importation d'OGM, y compris OGM cachés. Si l'UE ne prend pas ces mesures, chaque État doit pouvoir les appliquer unilatéralement y compris vis-à-vis des importations en provenance d'autres pays de l'UE.

Rompre avec le droit de la concurrence actuel pour pouvoir imposer 100% d'alimentation bio, locale et en proposant des repas végétariens, dans la restauration scolaire partout en Europe.

Interdire l'importation des produits issus de la déforestation, et notamment de l'huile de palme destinée à la fabrication de carburants, le soja et autres céréales et légumineuses à destination du bétail européen.

Interdire les agrocarburants qui entrent en compétition avec les usages alimentaires.

Interdire l'utilisation directe ou indirecte des aides de la PAC pour exporter à des prix de dumping, notamment dans le cadre des accords de libre-échange, auxquels nous nous opposons.

(...)

Fermer les fermes usines et passer de l'élevage intensif et industriel à une agriculture biologique et paysanne prenant en compte la condition animale et les protéines dans leur diversité.

(...)

Permettre que le bio et le local soit économiquement et écologiquement soutenable et accessible à tous notamment en soutenant la production de protéines végétales à destination de l'alimentation humaine » [4].

Les républicains (LR) : François-Xavier Bellamy

Le mot OGM n'apparaît pas dans ce programme.

« *PROPOSITION 34 : promouvoir la bioéconomie, véritable vecteur de croissance et de valeur ajoutée, particulièrement pour nos agriculteurs* »

« **Promouvoir l'agriculture française en Europe et dans le monde**

PROPOSITION 42 - S'opposer à la baisse prévue du budget de la PAC (jusqu'à 15%) et le maintenir intégralement (...).

PROPOSITION 43 - Rétablir la préférence communautaire dans le domaine agricole, au service de la sécurité alimentaire de l'Europe » [5].

Rassemblement national (RN) : Jordan Bardella

Le mot OGM n'apparaît pas dans ce programme.

Sur la PAC et l'agriculture :

« **Arrêter la PAC et instaurer une Politique agricole française**

Il n'est plus supportable que des commissaires européens décident de la politique agricole de la France. Par la qualité et la diversité de ses productions, la France détient une richesse immense, fruit d'un savoir-faire plurimillénaire, de la transmission de traditions et du sacrifice de nos ancêtres. Nous devons protéger et valoriser cette exceptionnelle richesse en protégeant la polyculture, les petites et moyennes exploitations agricoles et en définissant nos propres objectifs nationaux afin d'assurer notre autosuffisance alimentaire. Cela nécessite qu'une grande Politique agricole française se substitue à la PAC, l'actuelle Politique agricole commune » [6].

Debout la France : Nicolas Dupont-Aignan

Le mot OGM n'apparaît pas dans ce programme.

"Environnement

4 Garantir une alimentation saine et un environnement protégé grâce à une Politique Agricole et une gestion de la pêche qui offrent un revenu mérité aux exploitants tout en valorisant nos terroirs et la préservation des ressources en poisson" [7]

Génération.s : Benoît Hamon

Le mot OGM n'apparaît pas dans ce programme.

"Créons un « bouclier bio » pour sauver notre alimentation et nos agriculteurs

Nous mettrons en place un bouclier bio qui financera intégralement les coûts du passage à l'agriculture biologique pour les agriculteurs. Cette nouvelle politique agricole commune sera financée par la PAC et la taxation des importations hors UE de produits alimentaires non biologiques. Nous soutiendrons la diversification des installations agricoles, la réduction de la part des monocultures (banane et canne à sucre), et nous soutiendrons l'installation des petits producteurs à travers un nouveau régime d'aide redistributif." [8]

Parti communiste : Ian Brossat

« Un nouveau modèle agricole et industriel

Harmoniser les normes environnementales vers le haut, avec le refus du recours aux OGM, un abandon programmé des substances qui nuisent à la santé et à l'environnement et une stricte

égalité des conditions d'interdiction des produits phytosanitaires" [9].

UDI : Jean-Christophe Lagarde

Le mot OGM n'apparaît pas dans ce programme.

Un Livret E environnemental européen

« Nous proposons de créer un livret E comme Environnement et Europe, sur le modèle du Livret A qui finance le logement social. Ce « Livret E » utilisera l'épargne populaire pour financer des grands projets environnementaux et d'avenir en Europe :

[...]

les nouvelles techniques de sélections végétales pour une agriculture sans pesticides » [10].

Les Patriotes : Florian Philippot

Le mot OGM n'apparaît pas dans ce programme.

« Les Patriotes défendent un modèle agricole respectueux de l'environnement, des animaux, des agriculteurs et des consommateurs. Pour cela il faut rompre avec la PAC et son modèle hyper-productiviste inadapté à la France, à ses exploitations familiales ou de taille moyenne.

Les Patriotes veulent une agriculture sans produits chimiques en cinq ans et entendent détaxer totalement le bio. Une telle ambition suppose de se protéger des productions étrangères ne supportant pas les mêmes normes et exigences environnementales. De même, il faut promouvoir les circuits courts et encourager la consommation de produits locaux, en rendant ce critère obligatoire dans la restauration collective. Interdiction totale de tous les néonicotinoides.

Dans le domaine agricole comme en tout domaine, nous agirons résolument pour le bien-être des animaux » [11].

UPR : François Asselineau

Le mot OGM n'apparaît pas dans ce programme.

Ils voteront toujours dans le sens des intérêts de la France et des Français : écologie, bien-être animal, agriculture familiale, démocratie, transparence financière, paix du monde [12].

Lutte ouvrière : Nathalie Arthaud

Aucune allusion aux OGM ou à l'agriculture [13].

Urgence écologie (= Génération écologie + mouvement écologiste indépendant) : Dominique Bourg

Politique Agroécologique Commune 100% bio à partir de 2021 programmant la fin des aides publiques à l'agriculture industrielle chimique et la conversion intégrale à l'agro-écologie en trois ans. Ainsi la totalité des aides agricoles prendront en compte la nécessité de permettre aux paysans de vivre dignement, mais aussi la qualité de l'alimentation, la préservation de la biodiversité et les paysages. Rétablissement partiel des mécanismes de stabilité des prix.

Interdiction des importations d'agrocarburants en Europe ainsi que des OGM et de tous les produits qui participent à la déforestation massive du monde.

Liberté de commercialisation des graines et semences aux jardiniers amateurs et interdiction des

brevets sur le vivant.

Contrôler les activités du Conseil européen en établissant une veille sur l'ensemble des tractations et décisions stratégiques, en particulier sur les secteurs de l'énergie, de l'agriculture, de la pêche, des accords commerciaux, des financements territoriaux et des questions budgétaires [14].

Alliance jaune : Francis Lalanne

Aucun programme écrit trouvé à ce jour [15].

Évolution citoyenne : Christophe Chalençon

« Concilier l'économie et l'écologie

Observer fermement le principe de précaution, notamment à l'endroit des OGM et de la viande hormonée. Faire respecter des modalités de travail saines et respectueuses du vivant dans le secteur de l'élevage. Des scandales comme celui des abattoirs ou encore celui de la ferme des mille vaches doivent cesser. La santé des Français et le respect du vivant passent avant les objectifs de rentabilité » [16].

Mouvement pour l'initiative citoyenne : Gilles Helgen

Le mot OGM n'apparaît pas dans ce programme.

« Pour les élections européennes 2019, le Mouvement pour l'Initiative Citoyenne présente une liste tirée au sort, dont l'unique ambition est de proposer une réforme institutionnelle singulière : le référendum d'initiative citoyenne en toutes matières au niveau national et européen » [17].

La Ligne claire : Renaud Camus

La liste La ligne claire, alliée au parti d'extrême droite le SIEL

« 46. Abandon progressif, non seulement de l'élevage intensif, mais de l'agriculture intensive en général, pour un retour à des unités de petite et moyenne taille, plus conformes aux dimensions de nos pays à l'intérieur du monde globalisé, et à leurs traditions d'excellence. En tournant le dos à la logique productiviste actuelle sans pénaliser, bien au contraire, la situation matérielle des agriculteurs, on favorisera fortement les circuits courts, dans la géographie comme dans les systèmes de distribution. Le nombre de fermes cessera de diminuer, la proportion de la population agricole par rapport à la population globale aussi.

51. Décroissance démographique globale, sans laquelle toutes les politiques écologiques, même les plus entreprenantes et courageuses, sont vaines.

53. Dispenses de TVA ou d'autres prélèvements fiscaux pour les agriculteurs qui vendront eux-mêmes leurs produits sur place, aussi longtemps du moins que les transactions resteront inférieures à cinq cents euros » [18].

Parti pirate : Florie Marie

« Nous devons, aujourd'hui comme demain, produire de manière soutenable et saine de la nourriture pour tous. À condition que les erreurs passées des politiques agricoles de l'Union européenne soient prises en compte, nous défendons un renforcement du rôle de la commission de l'agriculture et du développement rural comme une instance dont le devoir est de protéger les ressources naturelles et de transformer notre exploitation de la nature en développement de la nature.

Nous voulons une PAC qui soutienne la diversité naturelle et culturelle. Nous sommes convaincus

que la diversité des sources de production alimentaire, locale et aux mains de nombreux acteurs indépendants et autonomes, garantira la sécurité alimentaire et la qualité de vie de nos campagnes et de nos villes. La PAC doit être le cadre dans lequel s'affirme l'égalité des droits, des chances et des engagements.

Le rôle des subventions dans la politique agricole européenne doit changer et se concentrer sur davantage de diversité et d'égalité. Elles doivent être accordées selon les principes d'une écologie durable.

La préservation et le développement de l'agriculture à petite échelle et de l'agriculture de subsistance contribueront à renforcer notre résilience.

La règle de base "pas de brevetabilité du vivant" doit être strictement appliquée.

Les pirates luttent pour réviser l'Accord sur les ADPIC afin de restreindre les droits exclusifs sur les biens immatériels. Nous voudrions que des restrictions similaires s'appliquent à tous les accords commerciaux pouvant inclure des réglementations similaires, et même pire, en matière de brevets et de droits d'auteur.

Science

Les résultats scientifiques financés par les contribuables doivent être publiés dans des revues spécialisées à libre accès. Le statu quo des éditeurs commerciaux qui s'approprient des œuvres créées par des institutions publiques doit prendre fin et les résultats doivent être accessibles à tous.

Pour accroître la transparence et la fiabilité, nous voulons rendre l'approche scientifique obligatoire dans tout processus de prise de décision environnementale. Le public a le droit d'avoir un accès facile, rapide et fiable aux données environnementales et aux décisions qui en résultent. Les (...) avis et les spécifications scientifiques sur lesquels reposent les décisions administratives et judiciaires doivent provenir d'experts indépendants. La participation aux réunions importantes doit être abordable. En outre, un nombre diversifié de scientifiques indépendants doit être maintenu. Cela ne peut être réalisé qu'en finançant adéquatement la recherche universitaire sur les problèmes environnementaux aigus et nouveaux plutôt qu'en promouvant de plus en plus la recherche liée à l'industrie » [19].

Parti animaliste : Hélène Thouy

« Agriculture et élevage

Interdire la création de nouvelles exploitations basées sur un système d'élevage intensif ou industriel ;

Programmer l'arrêt progressif des subventions aux élevages intensifs ou industriels ;

Renforcer les normes environnementales afin de réduire les impacts négatifs de l'agriculture sur les animaux sauvages et leur environnement ;

Favoriser la production de cultures maraîchères et de protéines végétales avec un mode de production respectueux des animaux et de leur environnement ;

Encadrer strictement l'usage des insecticides et veiller à limiter au maximum leurs effets collatéraux ;

Interdire les sélections génétiques causant des souffrances (poulets souche à croissance rapide, etc.) ;

Maintenir l'interdiction du clonage d'animaux à des fins de production de denrées alimentaires.

Vers une alimentation plus végétale

Développer la recherche et la production d'alternatives à la viande « animale »

Développer la recherche et la production de « viande cultivée »

Imposer un étiquetage obligatoire indiquant les conditions d'élevage (cage, plein air...) et d'abattage (avec ou sans étourdissement préalable) pour tous les produits d'origine animale [20].

Le mot "OGM" est présent deux fois dans leur site mais pas dans leur programme : « *On le voit déjà avec les tendances transhumanistes qui veulent modifier ce qu'est l'humain en évacuant totalement l'animalité de leur programme ; la pollution généralisée qui ne se contente pas de salir les environnements mais qui pollue l'espèce humaine comme on peut s'en rendre compte avec l'explosion des maladies auto-immunes et la multiplication inquiétante des allergies et des intolérances alimentaires ; la préservation des espèces ; les débats autour des OGM – et la multiplication des robots qui sont des agents qui ne sont pas des espèces et auxquels certains songent déjà à attribuer des droits* » [21].

Europe démocratie Espéranto : Pierre Dieumegard

« *Répondre à l'urgence environnementale*

[4.1] *Le développement durable, qui vise à répondre aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs, doit être considéré comme une priorité* » [22] [23].

Interrogés par Inf'OGM, ils nous précisent : « *Pour expliquer un peu notre positionnement : nous proposons à l'UE un outil pour fonctionner et dialoguer de manière plus démocratique pour libérer la parole, permettre l'émergence d'un espace de débat européen, qui pourrait être un espace de discussion sur les sujets de société comme les OGM. Actuellement les débats sont limités aux élites politiques, économiques* ».

Alliance royale : Robert De Prévoisin

« - *La vie doit être défendue de la conception à la mort naturelle. Un peuple ne peut pas être grand s'il n'est pas ouvert à la vie, et s'il renonce à protéger les plus petits d'entre les siens. Au lieu de mener des politiques mortifères, pour des raisons essentiellement économiques, permettant de se débarrasser des enfants gênants ou handicapés, et des personnes en fin de vie, l'État doit plutôt développer l'accompagnement des mères en difficulté, faciliter l'adoption des enfants non désirés, financer la recherche sur les maladies génétiques (et non l'avortement, les pilules abortives, et le dépistage prénatal à but abortif) et favoriser les soins palliatifs.*

L'être humain n'est pas une ressource : ni économique, ni biologique. Tout eugénisme embryonnaire, toute manipulation génétique, et toute production ou récupération de fœtus doit être strictement interdite.

L'homme est appelé à dominer la nature, donc à l'exploiter tout en la préservant, en la respectant, en l'aimant et en la transmettant aux générations futures. Ainsi, les chasseurs, par exemple, contribuent à protéger et à maîtriser notre environnement naturel et sauvegardent également notre patrimoine culturel. (...) Nous rejetons en revanche cette « écologie naturaliste », intégriste et d'inspiration marxiste qui, sous prétexte que l'homme serait un « prédateur », veut casser toutes les traditions. La vraie écologie, c'est de s'inscrire dans une nature que l'on aime et qui nous fait vivre, et que l'on est appelé à dominer » [24].

Parti révolutionnaire communistes : Antonio Sanchez

Parti révolutionnaire communistes : Antonio Sanchez

Parti fédéraliste européen : Yves Gernigon

« *Une agriculture à la pointe du progrès et respectueuse de l'environnement*

23 – Les Fédéralistes réorienteront la Politique Agricole Commune en faveur des petites et

moyennes exploitations agricoles tout en luttant contre la concurrence intra-européenne par les coûts salariaux.

24 – Nous développerons une agriculture plus respectueuse de l'environnement et nous intensifierons les contrôles sanitaires » [25].

Allons enfants : Sophie Caillaud

« Réformer la PAC vers une politique agricole durable.

? Faire de la mission première de la PAC non plus les simples aides directes, mais la subvention des transitions agricoles.

? Faire en sorte que la PAC réussisse à transformer notre façon de produire, notamment grâce à la permaculture afin de répondre aux défis sociaux et environnementaux.

Créer des campus d'innovation tournés vers les technologies d'avenir.

? Créer des groupes de laboratoires, d'incubateurs et d'entreprises en Europe.

? Inciter à l'implantation de ces clusters dans les pays les moins développés de l'UE » [26].

Décroissance 2019 : Thérèse Delfel

« Agriculture : arrêter les grands travaux inutiles consommateurs de foncier pour financer un “plan Marshall” en faveur d'une alimentation saine de proximité : nourrir à nouveau les villes par leurs campagnes, réformer l'enseignement agricole pour réintroduire une polyculture-élevage paysanne en circuit court. Régénérer les sols et créer de nombreux emplois avec la permaculture. Garantir un droit au jardinage au moyen d'une réappropriation foncière par les communes » [27].

Démocratie représentative : Hadama Traoré

Page en cours de construction, pas de programme visible ni sur Facebook ni sur leur site

[Démocratie représentative : Hadama Traoré](#)

Les oubliés de l'Europe : Olivier Bidou

Le mot OGM n'apparaît pas dans ce programme.

« Agriculture : Ancrer et développer l'éologie commerciale, industrielle et territoriale. Encourager et favoriser l'économie de proximité et les circuits courts pour supprimer les déplacements inutiles (économie d'énergie). Développer une économie locale plus proche des consommateurs » [28].

Parti des citoyens européens : Audric Alexandre

« Conditionner l'accès du marché européen au respect par les entreprises exportatrices des normes environnementales européennes, contribuant ainsi à l'amélioration des pratiques industrielles et agricole dans le monde ».

Agriculture et proximité : « Un label « Patrimoine culturel européen » sera créé pour valoriser l'artisanat d'art et les produits agricoles de grande qualité.

Une aide financière à la formation et à l'installation lorsque le métier est rare ou en danger de disparition sera accordée. La plupart des mesures permettant de soutenir l'économie de proximité sont des mesures à mettre en place à l'échelle régionale ou nationale».

Étiquetage : ne mentionne pas OGM : "L'Agence européenne d'information sur la consommation pilotera la mise en place de cet étiquetage. Sur l'emballage du produit, les informations clés

apparaîtront, dans des caractères proportionnels à la taille de l'emballage afin d'en faciliter la lecture. En outre, un système de QR code permettra d'obtenir une série d'informations sur l'origine, les données environnementales et nutritionnelles, la main d'œuvre utilisée, l'origine des composants, la présence de matières animales, les alertes allergies, les conditions de production, l'empreinte carbone et la distance parcourue par le produit. Ces informations seront données à minima dans trois langues européennes.

L'agence européenne de la consommation, les agences nationales de protection des consommateurs et les associations de défense des consommateurs agréées seront habilitées à poursuivre les producteurs et les distributeurs pour tout étiquetage frauduleux » [29].

À voix égales : Nathalie Tomasini

Sur leur site [30] ou page Facebook [31] aucune mention des questions agricoles ou des OGM.

Union démocratique pour la liberté égalité fraternité (UDLEF) : Christian Person

Le thème de l'agriculture est évoqué sommairement : « *Encourager le développement d'une agriculture raisonnée et durable* ».

Ce parti propose aussi de « *développer la croissance verte en faveur de l'emploi* » et « *la création d'un tribunal international de l'environnement pour juger les délits écologiques* » [32].

Liste de la reconquête : Vincent Vauclin

Cette liste qui se veut plus radicale que le Rassemblement National ou Debout la France, n'évoque pas dans son programme les questions agricoles ni les OGM [33].

Neutre et actif : Cathy Corbet

Ce parti n'a pas de site, pas de page Facebook.

La tête de Liste, Cathy Corbet [34] est élue à l'association de défense de consommateurs CLVC.

Union Des Musulmans de France : L'Union pour une Europe au service des peuples : Naguib Azergui

Rien trouvé avec OGM et agriculture [35].

[1] [La république en marche \(LREM\) : Nathalie Loiseau](#)

[2] [Envie d'Europe \(PS, Place Publique, Nouvelle Donne et PRG : Raphaël Glucksmann](#)

[3] [Europe écologie les verts \(EELV : Yannick Jadot](#)

[4] [La France insoumise : Manon Aubry](#)

[5] [Les républicains \(LR\) : François-Xavier Bellamy](#)

[6] [Rassemblement national \(RN\) : Jordan Bardella](#)

[7] [Debout la France : Nicolas Dupont-Aignan](#)

[8] [Génération.s : Benoît Hamon](#)

[9] [Parti communiste : Ian Brossat](#)

[10] [UDI : Jean-Christophe Lagarde](#)

[11] [Les Patriotes : Florian Philippot](#)

[12] [UPR : François Asselineau](#)

[13] [Lutte ouvrière : Nathalie Arthaud](#)

[14] [Urgence écologie : Dominique Bourg](#)

[15] [Alliance jaune : Francis Lalanne](#)

[16] [Évolution citoyenne : Christophe Chalençon](#)

[17] [Mouvement pour l'initiative citoyenne : Gilles Helgen](#)

[18] [La Ligne claire : Renaud Camus](#)

[19] [Parti pirate : Florie Marie](#)

[20] <https://parti-animaliste.fr/>

[21] [Parti animaliste : Hélène Thouy](#)

[22] [Europe démocratie Espéranto : Pierre Dieumegard](#)

[23] <https://www.facebook.com/EuropeDemocraticeEsperanto>

[24] [Alliance royale : Robert De Prévoisin](#)

[25] [Parti fédéraliste européen : Yves Gernigon](#)

[26] [Allons enfants : Sophie Caillaud](#)

[27] [Décroissance 2019 : Thérèse Delfel](#)

[28] [Les oubliés de l'Europe : Olivier Bidou](#)

[29] [Parti des citoyens européens : Audric Alexandre](#)

[30] [À voix égales : Nathalie Tomasini](#)

[31] <https://www.facebook.com/%C3%80-voix-%C3%A9gales-2553079004707609/>

[32] Union démocratique pour la liberté égalité fraternité (UDLEF) : Christian Person

[33] [Liste de la reconquête : Vincent Vauclin](#)

[34] [Neutre et actif : Cathy Corbet](#)

[35] [Union Des Musulmans de France : L'Union pour une Europe au service des peuples : Naguib Azergui](#)

Adresse de cet article : <https://infogm.org/ogm-quen-pensent-les-candidat%c2%b7es-aux-europeennes/>